

## Un essai de modélisation du commerce extérieur de la Grèce

note [hussonet n°82](#), 27 février 2015\*

Les spécifications sont très simples. Le volume des exportations de biens dépend positivement de la demande adressée à la Grèce et négativement du prix relatif de ses exportations. De manière symétrique, le volume des importations de biens dépend positivement du PIB et négativement du prix relatif des importations. Les équations économétriques sont estimées sur la période 1985-2007 (les variables sont exprimées en logarithmes). Elles sont d'assez bonne qualité et leurs coefficients sont robustes.

### Exportations\*

$$\text{expor} = 0,921 \text{ dadr} - 1,120 \text{ prix} + 3,884$$

(12,6) (-3,1) (2,8)

expor : exportations de biens en volume  
dadr : demande adressée en volume  
prix : prix relatifs des exportations grecques

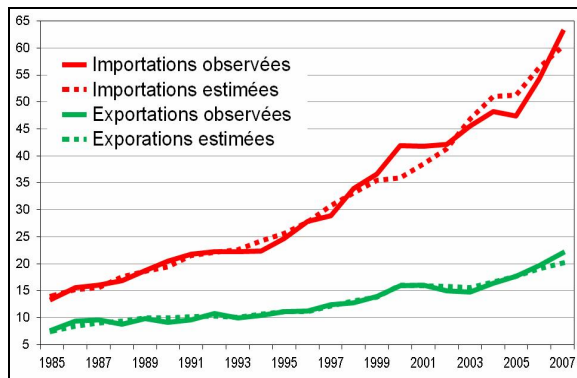
### Importations\*

$$\text{impor} = 1,682 \text{ pib} - 0,705 \text{ prix} - 1,722$$

(16,4) (-7,5) (-1,9)

impor : importations de biens en volume  
pib : PIB en volume  
prix : prix relatifs des importations grecques

\* variables en logarithme



En milliards d'euros de 2005

Du côté des exportations, l'estimation fait apparaître une forte élasticité des exportations aux prix (-1,12), mais aussi une certaine incapacité à répondre à la croissance des marchés (la demande adressée à la Grèce) puisque le coefficient (0,921) est légèrement inférieur à l'unité.

Du côté des importations, il existe une forte tendance à la pénétration des importations : le coefficient de 1,682 signifie qu'une augmentation de la demande intérieure de 1 % induit une progression des importations de 1,682 %. Cette dépendance peut être compensée en raison d'une élasticité relativement élevée des importations aux prix (-0,705)

### Que se passerait-il en cas de dévaluation de 10 % ?

Même si elles ne constituent pas un modèle d'ensemble, ces équations peuvent être utilisées pour donner des ordres de grandeur quant à l'impact d'une dévaluation de 10 %. Mais il faut les compléter par l'effet de la hausse du prix des importations sur celui du PIB et sur celui des exports. On fera ici deux hypothèses.

**Hypothèse 1.** Elle consiste à supposer que l'augmentation du prix des importations se répercute sur le prix du PIB à proportion du poids des importations dans le PIB, soit environ 30 %. Autrement dit, une dévaluation de 10 % conduit à un surcroît d'inflation de 3 %. Et on suppose que ce dernier se transmet dans la même proportion aux prix des exportations exprimés en drachmes.

**Hypothèse 2.** Elle est plus pessimiste : elle consiste en effet à supposer que l'augmentation du prix des importations se répercute dans une proportion de deux tiers, donc plus importante que le poids des importations. La dévaluation de 10 % conduit dans ce cas à un surcroît d'inflation de 6,7 %, que l'on retrouve sur les prix à l'exportation exprimés en drachmes.

\* cette version du 27 février remplace la précédente.

- Dans la première hypothèse, les fortes élasticités-prix conduisent à un bilan favorable. Le volume des exportations augmente de 7,6 % et ce supplément d'exportations se traduit par une croissance supplémentaire de 1,7 points de PIB. Le volume des importations baisse de 0,8 % parce que l'effet prix compense l'effet du supplément de demande interne. Au total, la balance commerciale s'améliore de 0,6 point de PIB.

- Dans la seconde hypothèse, l'augmentation du prix des exportations (en drachmes) neutralise en grande partie l'effet de la dévaluation. Le volume des exportations n'augmente plus que de 3,5 % et le PIB de 0,8 %.

Hypothèse	[1]	[2]
Prix des exportations (euros)	-7,0	-3,3
Prix des exportations (drachmes)	3,0	6,7
Exportations volume	7,6	3,5
Exportations valeur	10,9	10,4
Prix des importations (drachmes)	10,0	10,0
Importations volume	-1,7	-0,8
Importations valeur	8,1	9,1
PIB volume	1,7	0,8
PIB valeur	4,8	7,5
Balance commerciale en % du PIB	0,4	0,2

Cet exercice n'est qu'une ébauche : il faudrait disposer d'un modèle macroéconomique complet. Il repose sur des estimations économétriques qui font apparaître des élasticités-prix très élevées, qui tranchent avec les résultats que l'on trouve en général dans la littérature. Sous ses réserves, une sortie de l'euro de la Grèce permettant de dévaluer la nouvelle drachme, aurait des effets positifs sur la croissance et sur la balance commerciale.

Mais l'exercice livre aussi un autre enseignement : c'est que le succès d'une dévaluation dépend aussi des comportements internes à l'économie, et plus particulièrement des comportements de marges qui recouvrent trois questions :

- quelle répercussion des prix des biens et services importés sur les prix intérieurs ?
- quels comportements de marge des exportateurs ? Ils peuvent ne pas répercuter l'impact de la dévaluation dans leurs prix exprimés en euros.
- quelle réaction du partage salaires-profits face à un surcroît d'inflation importée ?

Enfin cet exercice n'a pas traité de l'impact de la dévaluation sur le poids de la dette publique. Si on laisse de côté l'hypothèse d'une annulation unilatérale de la dette qui ne nécessite pas une dévaluation, la dette grecque est *a priori* libellée en euros. Il est difficile d'imaginer que les « institutions » accepteraient que la dette libellée en euros soit remboursée en drachmes. La dette représentant 175% du PIB, une dévaluation de 10 % la ferait passer à 192 % du PIB et gonflerait dans la même proportion les intérêts et les remboursements.